

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

Projet de loi n° 87

Loi modifiant la Loi du changement de nom

Première lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la justice

CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1977

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi vise à permettre à un citoyen canadien majeur, résidant au Québec depuis au moins un an, et qui a subi avec succès les traitements médicaux et chirurgicaux destinés à modifier ses caractères sexuels apparents, d'obtenir du ministre de la justice un changement d'indication de sexe et de prénom dans les registres de l'état civil.

Il donne également au ministre de la justice le pouvoir d'accorder un changement de nom par la délivrance d'un certificat.

Projet de loi n° 87

Loi modifiant la Loi du changement de nom

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'intitulé de la Loi du changement de nom (1965, 1^{re} session, chapitre 77) est remplacé par le suivant:

«Loi sur le changement de nom et d'autres qualités
de l'état civil».

Art. 2

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après la formule du décret précédant l'article 1, de ce qui suit:

«SECTION I

«CHANGEMENT DE NOM».

Art. 3

L'article 1 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement des trois premières lignes du premier alinéa par les suivantes:

«1. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:»;

b) par la suppression du deuxième alinéa.

Art. 4

L'article 2 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**2.** Le changement de nom est accordé par certificat du ministre de la justice, conformément à la présente section.»

Art. 5

L'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 101 du chapitre 26 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**6.** Si, après l'expiration des trente jours qui suivent la dernière publication prescrite, le ministre de la justice juge que les motifs du changement de nom sont suffisants et que celui-ci est à propos, il lui est loisible de faire droit à la requête, avec les modifications qu'il juge à propos.

Sauf pour des raisons exceptionnelles jugées suffisantes, il n'est pas fait droit à une requête sans le consentement écrit du conjoint du requérant et de ses enfants mineurs non émancipés âgés de quatorze ans ou plus.»

Art. 6

L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**8.** Le changement de nom patronymique effectué par certificat du ministre de la justice bénéficie aux enfants mineurs non émancipés du requérant, à ses enfants à naître et aux descendants des uns et des autres.»

Art. 7

L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Avis du certificat émis par le ministre de la justice est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Toute personne peut, en payant l'honoraire requis, obtenir une copie du certificat.»

Art. 8

L'article 10 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**10.** Le ministre transmet à chacun des dépositaires des registres de l'état civil où est inscrit l'acte de naissance du requérant une copie conforme du certificat.

Les dépositaires transcrivent ce certificat dans les registres de l'état civil des actes de naissance de l'année courante et dressent, conformément à ce certificat, un nouvel acte de naissance.

Ils indiquent également en marge de l'acte de naissance du requérant la modification des mentions concernées et un renvoi au registre de l'année et à la page contenant le nouvel acte de naissance.

«**10a.** Si le requérant est né hors du Québec, copie du certificat doit être transmise par le ministre de la justice au dépositaire des registres de l'état civil de son lieu de naissance.

«**10b.** Le nouvel acte de naissance inscrit dans les registres de l'état civil annule l'acte de naissance antérieur du requérant.»

Art. 9

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, de ce qui suit:

«SECTION II

«CHANGEMENT D'INDICATION DE SEXE ET DE PRÉNOM

«**16.** La présente section s'applique à un citoyen canadien majeur, non marié, résidant au Québec depuis au moins un an et qui a subi avec succès les traitements médicaux ainsi que les traitements chirurgicaux impliquant une modification structurale des organes sexuels et destinés à modifier ses caractères sexuels apparents.

«**17.** La personne visée dans l'article 16 peut demander, par requête au ministre de la justice, pour paraître dans les registres de l'état civil, un changement d'indication de sexe et de prénom.

«**18.** La requête indique:

- a) le nom et les prénoms inscrits dans l'acte de naissance de la personne qui a fait l'objet de ces traitements;
- b) le cas échéant, les prénoms qu'elle désire adopter;
- c) son adresse et occupation lors de la requête et au cours de l'année précédant la demande;

- d) le sexe inscrit dans son acte de naissance; et
- e) tout autre renseignement exigé par le ministre.

«**19.** La requête est accompagnée:

a) d'un constat médical décrivant les traitements prévus par l'article 16 et émanant d'une autorité médicale québécoise compétente en la matière;

b) d'un extrait certifié et signé de l'acte de naissance du requérant inscrit dans les registres de l'état civil;

c) d'une déclaration assermentée du requérant attestant:

- i. qu'il est citoyen canadien;
- ii. qu'il réside au Québec depuis au moins un an;
- iii. qu'il n'est pas marié;
- iv. que la demande est faite de bonne foi; et
- v. que les allégations contenues dans la requête sont vraies;

d) le cas échéant, d'une copie du jugement irrévocable de divorce, du jugement d'annulation de mariage ou du constat de décès de son conjoint; et

e) du paiement des honoraires prescrits.

«**20.** Outre le constat médical prévu par l'article 19, le ministre peut exiger un constat supplémentaire décrivant les traitements et émanant d'une autre autorité médicale compétente en la matière.

«**21.** Si le requérant satisfait aux conditions prévues par les articles 16 à 20, le ministre fait droit à la requête et émet un certificat constatant le changement d'indication de sexe et de prénom.

«**22.** Les articles 7, 9 et 10 à 15 s'appliquent, en faisant les adaptations requises, à la présente section.»

Art. 10

Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'article 16 par ce qui suit:

«SECTION III

«DISPOSITIONS FINALES

«**23.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle du Québec*, établir un tarif d'honoraires pour une procédure relative à un changement visé dans la

présente loi et prescrire toute autre mesure jugée utile à l'application de celle-ci.

«**24.** Une modification aux actes ou registres de l'état civil en vertu du Code de procédure civile, en vertu de la Loi de l'adoption (1969, chapitre 14) ou par application du Code civil ne constitue pas un changement visé dans la présente loi.»

Art. 11

L'article 17 de ladite loi est renuméroté «25».

Art. 12

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} avril 1978.